

**PARTAGE
SANS
FRONTIÈRES**



9, rue de la Pierre
07130 TOULAUD — FRANCE

04.75.40.47.29
contact@partage-sans-frontieres.org

www.partage-sans-frontieres.org
Facebook et Twitter

Association loi 1901
Sans appartenance politique,
confessionnelle ou ethnique

IBAN : FR16 2004 1010 0701 4350 8K03 857
BIC : PSSTFRPPLYO

BULLETIN D'INFORMATION

N° 180-181

2-3^e TRIMESTRES 2026

Éditorial

*Seul on va plus vite,
ensemble on va plus loin...*

Il était une fois quelqu'un qui n'en peut plus d'écrire des éditos sur la misère du monde, la paranoïa de despotes qui mènent leur pays à la ruine en opprimant leur population, des va-t'en guerre qui bâtissent toute une falsification de l'histoire censée couvrir leurs exactions et leur désir de puissance... Dans ce monde en ébullition permanente dont on suit l'évolution inquiétante à travers des tweets qui n'excèdent pas dix mots de vocabulaire, les associations sont de plus en plus surveillées quand elles ne sont pas tout bonnement dissoutes.

Ainsi au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire exerce un contrôle accru sur toutes les associations, notamment les ONG... « La junte au pouvoir a suspendu, mardi 21 avril, 359 associations pour « non-renouvellement de leurs instances », une semaine après avoir annoncé la dissolution de 118 autres associations, pour une grande partie engagées dans la défense des droits humains, invoquant des « dispositions légales en vigueur » sans autres précisions. » (*Le Monde* 22 av. 2026). Dans ce contexte de suspicion généralisé, elles sont parfois accusées de collusion avec le djihadisme ou de blanchiment d'argent. Pour ces dirigeants, graines de dictateurs, la démocratie n'est plus à l'ordre du jour.

Réduit à sa plus simple expression, le vocabulaire aussi évolue et « euphémise », comme pour atténuer la brutalité du réel : là où il y a la guerre, on parle de pacification ou d'opération spéciale ; les suppressions d'emplois ont fait place aux plans sociaux et à la mutualisation ; à la formation des générations à venir, on préfère le retour aux fondamentaux.

Le durcissement des rapports sociaux et l'appauvrissement du vocabulaire ne s'arrêtent pas aux seuls régimes autoritaires ; chez nous, la solidarité s'effiloche au gré des réseaux sociaux qui ne sauraient concevoir une aide désintéressée : plutôt que d'inviter ses voisins à profiter de leur piscine, certains préfèrent louer à prix d'or un bout de gazon et un temps de baignade limité (entendu sur France-Inter). Dans le même temps, les collectes alimentaires réalisées dans les grandes surfaces voient les volumes de dons diminuer.

Dans cette course au profit débridée où tout engagement devrait nécessairement générer une contrepartie, l'intelligence collective se perd et nous recherchons en vain la personne providentielle, omnisciente et omnipotente, au lieu de prendre le temps de partager nos connaissances réciproques pour former société. Nous devrions pourtant savoir, depuis le temps, que le collectif qui favorise le brassage d'idées dans le débat est toujours plus riche dans la mise en œuvre concrète de solutions qui prennent en compte l'intérêt général, plutôt que l'ambition solitaire d'un sauveur autoproclamé.

Dans une véritable volonté de partage, l'importance du collectif et du rôle des bénévoles n'est plus à démontrer. Ceux sont eux qui permettent aux associations d'exister, qui constituent les petites mains des festivals d'été, organisent les maraudes auprès de sans-abri, tiennent des stands, s'épanouissent dans des jardins partagés... Bref, ils déploient des trésors d'imagination pour tisser des liens qui rendent notre environnement plus vivable et plus juste.

Face à ce cynisme généralisé, la petite musique de la solidarité se fait entendre, distillant ses notes légères et guillerettes pour qui veut bien y prêter une oreille attentive, comme un air de subversion poétique, porteur de cette espérance frondeuse, chère à Andrée Chédid.

[...]

**Des clartés qui persistent
Des flambeaux qui se glissent
Entre ombres et barbaries**

**Des clartés qui renaissent
Des flambeaux qui se dressent
Sans jamais déperir**

**J'enracine l'espérance
Dans le terreau du cœur**

**J'adopte toute l'espérance
En son esprit frondeur.**

PARTAGE SANS FRONTIÈRES

PÉROU

Le pays connaît depuis des années une crise politique majeure qui voit s'affronter congrès et pouvoir exécutif sur fond de corruption généralisée. Le 12 avril dernier, le premier tour des élections présidentielles a vu s'affronter pas moins de 35 candidats. C'est Keiko Fujimori qui serait en tête au second tour du 7 juin sans que les résultats définitifs soient en mesure d'être déclarés... Peut-être en juillet ? Cette candidate de droite est la fille d'Alberto Fujimori qui dirigea le Pérou d'une main de fer de 1990 à 2000. Il faut dire que ce ne sont pas moins de huit présidents qui se sont succédé en 10 ans, plongeant le pays dans une violence endémique. Le travail des équipes de Taller de los Niños s'en trouve singulièrement compliqué.

TANI :

Sara Maria a envoyé le rapport du 1^{er} trimestre 2026, qui témoigne d'une belle activité, ô combien nécessaire pour le suivi des enfants afin qu'ils puissent bénéficier d'une prise en charge précoce.

« Résumé exécutif »

Au cours du premier trimestre 2026, le service de consultation externe a réalisé un volume élevé d'activité, avec 2535 patients et 4079 consultations, confirmant le rôle central du service dans la prise en charge pédiatrique continue.

L'activité est majoritairement concentrée sur des consultations liées à des pathologies respiratoires et des contrôles de santé. Le service montre une capacité importante de réponse, ainsi qu'une continuité des soins élevée. Cependant, plusieurs points d'attention émergent, notamment la forte prévalence de maladies respiratoires, l'arrivée tardive de certains patients avec complications évitables, et une dépendance importante au suivi curatif plutôt qu'à la prévention.

Principales actions réalisées

Prise en charge de patients nouveaux et suivis en consultation pédiatrique

Réalisation de consultations médicales générales et contrôles de suivi

Mise en œuvre d'actes infirmiers (administration de médicaments, gestion de la fièvre, nébulisations)

Suivi des traitements à court terme (1 à 7 jours)

Orientation de patients vers d'autres programmes TANI (immunisation, nutrition, lactation)

Gestion de cas d'urgence avec dérivation vers des établissements hospitaliers la prévention.

Résultats et avancées clés

2535 patients pris en charge sur le trimestre

4079 consultations faites pendant le premier trimestre

85 % des consultations concernent des patients continuateurs, indiquant une forte continuité des soins

46 % des consultations concernent des enfants de moins d'un an

Partenariats et articulations

Orientation vers les programmes internes TANI (immunisation, nutrition, Red Mami, lactation)

Coordination avec des hôpitaux de référence pour les cas d'urgence

Articulation entre consultation médicale et soins infirmiers

Difficultés et points de vigilance

Arrivée tardive de patients avec complications évitables, indiquant des retards d'accès aux soins

Forte prévalence de maladies respiratoires pouvant refléter des conditions environnementales ou préventives insuffisantes, comme par exemple la pollution, des bébés qui ne sont pas changés fréquemment, etc.

Modèle encore fortement orienté vers le curatif, avec une pression importante sur le service

Besoin de renforcer les actions préventives pour réduire la charge médicale

Priorités pour le prochain trimestre

Renforcer les stratégies de prévention, notamment en santé respiratoire

Promouvoir l'accès précoce aux consultations pour éviter les complications

Augmenter les liens avec les programmes préventifs (nutrition, développement, vaccination)

Optimiser la gestion du flux de patients pour équilibrer nouveaux cas et suivi

Consolider les mécanismes de suivi post-consultation 47,6 % des diagnostics chez les patients suivis sont des maladies respiratoires. »

BOLIVIE

François Donnat :

Dans son dernier courrier, François évoque la situation de blocage que connaît la Bolivie : « Le mois de mai a commencé par les manifestations des mouvements sociaux en Bolivie. Nous vivons une situation extrêmement tendue et particulièrement, bloquée. C'est la première fois que je ressens un blocage de la situation aussi fort. Plus le temps passe et plus le nombre de points de blocage de route augmente et plus la pression pour la démission du président devient forte.

Rodrigo Paz Pereira est entré en fonction le 8 novembre 2025. Il fait partie d'une dynastie de présidents.

Dès son entrée en fonction, il a accumulé les erreurs qui font qu'aujourd'hui, les mouvements sociaux demandent sa démission. Aujourd'hui, il paraît évident que le gouvernement n'a pas de plan économique pour le pays, et que par conséquent, il n'y a pas de réactivation de la production. Dès le départ, il a réduit, mais non pas supprimé, la subvention hydrocarbures ; très vite est apparu que l'essence et le diesel mis en circulation étaient de très mauvaise qualité, bousillant la plupart des moteurs. Le prix de l'essence a doublé et celui de diesel a triplé. Mais ces prix ne sont pas indexés sur le cours international des hydrocarbures, ce qui fait que la guerre avec l'Iran provoque une nouvelle subvention. Le coût social de la mauvaise qualité de l'essence et du diesel est considérable. Pratiquement l'ensemble de la population étant concerné par les dommages au moteur des véhicules.

Rodrigo Paz, incapable de résoudre le problème du dollar, a maintenu son cours officiel à une cotisation qui n'a aucune base dans la réalité quotidienne. Il a créé un cours référentiel du dollar, imposant aux banques de travailler avec ce cours référentiel, ce qui de fait, correspond à une dévaluation qui ne dit pas son nom. En parallèle, il existe toujours un cours du billet de banque dollar au marché noir... Le citoyen ne sait plus à quel saint se vouer.

Les mesures que prend le gouvernement pour contenter les secteurs sociaux et la population ne répondent à aucun

critère cohérent. Il condamne la dette des coopératives minières, mais libère des impôts les entreprises, en général de Santa Cruz. Et par ailleurs, il donne une prime pour trois mois de 15 € à des secteurs défavorisés. Il donne aussi une prime aux policiers pour leur participation à la répression. Tout cela part dans tous les sens, c'est de l'improvisation généralisée, provoquant une insécurité économique pour les habitants et générant un manque de confiance total dans le gouvernement. De fait, Paz est toujours en place, mais ne gouverne plus.

C'est la COB qui a lancé le mot d'ordre des revendications. Au bout d'une dizaine de jours, elles se sont transformées en une exigence de la démission du président. La seule réaction a été de la part du gouvernement de convoquer au « dialogue ». Ce qui fait que les organisations opposées au gouvernement se sont senties confortées dans leurs revendications et s'enhardissent jusqu'à montrer leur puissance de feu en défilant avec leurs armes.

Venons-en à un sujet que très peu de gens abordent : le narcotrafic. Cependant, il est à noter que de plus en plus d'analystes boliviens y font référence. Il est notoire que la Bolivie est un narco-État. Hugo Banzer, déjà au temps où il était dictateur, était un narcotrafiquant ainsi que ses successeurs. Cela ne s'est pas arrêté avec la démocratie. En effet, Jaime Paz Zamora, père de l'actuel président, était aussi un narcotrafiquant. Mais c'est bien avec Evo Morales que le narco-État a pris son essor. Lorsque la Bolivie a manqué de dollars, ce sont les narcotrafiquants du Chapare qui ont organisé la pénurie de dollars en Bolivie. Alors qu'il n'y avait plus un dollar sur le marché, les douanes chiliennes faisaient une prise de 1500 000 \$ en billets de banque US dans un bus en provenance de Cochabamba..

Les cartels du Mexique contrôlent l'exploitation des mines illégales en Bolivie, surtout les mines d'or. Les douanes ont saisi un chargement de mercure destiné à l'exploitation de l'or dans le nord du pays. Il provenait d'un cartel du Mexique.

Mais on aurait tort de croire que le nouveau gouvernement est blanc comme neige. La grosse différence est qu'aujourd'hui, le narcotrafic est revenu sous le contrôle de la DEA. Et puis, en six mois de ce nouveau gouvernement, nous avons au moins deux affaires notoires de narcotrafic...

Certains se demandent si les États-Unis ne préparent pas un coup comme pour Maduro. Dans ce contexte, il est évident que toute politique qui ne fait pas les affaires du narcotrafic est vouée à l'échec.

Ce qui me frappe dans le conflit d'aujourd'hui, ce sont les discours de haine, qu'ils viennent de ceux qui bloquent ou de ceux qui sont bloqués. Lorsque le MAS est arrivé au pouvoir, il y a 20 ans, une idée a commencé à être diffusée : « les Indiens au pouvoir ». Cela a permis d'asseoir la suprématie aymara sur le reste du pays. Autour de cette idée s'est construit un discours de lutte raciale. Ce qui rassemble c'est la race. Les raisons d'État ne comptent pas. Ce qui compte c'est la race et la lutte raciale. C'est une des raisons de l'échec des convocations au dialogue. Les raisons avancées comme le bien commun, la souffrance des malades, la pénurie des aliments, tout cela ne trouve aucun écho chez ceux qui bloquent.

Dans le cadre de cette lutte raciale, le gouvernement est un gouvernement des riches, un gouvernement qui n'est pas transparent, qui n'explique rien, et qui est lent. Dans cette logique, il est évident que le dialogue ne sert à rien. Et les grands discours du gouvernement, les belles paroles de ceux qui cherchent à être médiateurs n'ont aucune prise sur des

gens qui ne sont pas sortis de la misère, et qui n'ont pas vu leur condition s'améliorer depuis 25 ans.

La réalité bolivienne est toujours plus compliquée que ce que l'on croit. Au moment où je vous écris, on ne voit pas de porte de sortie. L'ensemble est bloqué, ce qui provoque énormément de stress, surtout pour les habitants de La Paz. Il est probable que l'état d'exception ou état de siège ne résolve rien. Il y a un risque de provocation, sachant que les milices du narcotrafic sont particulièrement bien armées. »

MADAGASCAR

Morondava :

Adeline nous envoie quelques informations au sujet de la salle polyvalente destinée comme son nom l'indique à différentes activités : réfectoire, centre de formation pour les personnes en situation de handicap qui pourront ainsi être regroupées et plus facilement encadrées ; nous avons accepté de la financer à hauteur de 6200 € : « Votre soutien financier a une valeur inestimable et nous permet de continuer à venir en aide à ces ceux qui ont besoin. Votre générosité est un acte de solidarité qui change de vies de personnes en situation de handicap dont nous sommes responsables et la même direction pour élever la personne plus diminuée.

Par sœur Suzane notre économiste, j'accuse réceptionnée de la somme de 27 949 600 ariary que vous nous avez envoyés. Cela nous a permis de commencer le travail de construction. Idelette et son équipe, encore une fois, merci du fond du cœur pour votre générosité. Votre aide est précieuse et nous donne la force de continuer notre maison.

Voici le déroulement de la construction : le samedi 20 mars, les ouvriers ont commencé de bâtir la maison jusqu'à maintenant. »

Ny Aïna :

Juliette, rétablie de son opération cardiaque à la Réunion est rentrée à Madagascar où elle a tout de suite rejoint le centre de santé et Odiane qui a assuré tous les soins pendant son absence. Elle y a été chaleureusement accueillie. Et bien qu'encore fragile, elle a déjà reçu divers malades. Elle n'est censée travailler qu'une demi-journée pour se reposer l'après-midi... Elle nous a envoyé régulièrement de ses nouvelles : « En sortant de la messe, arrivée à la maison, un couple m'a déjà attendu au dispensaire, emmenant leur enfant malade depuis une semaine. Diarrhées avec déshydratation aiguë, je montre le pli du ventre du bébé à sa mère ! Elle est surprise !!!

C'est pour te dire qu'il ne faut jamais cesser de rappeler aux parents de donner à boire à l'enfant. Déjà avec la chaleur à Tulear, à plus forte raison l'enfant en diarrhées ou en forte fièvre, etc. On n'explique jamais assez !

Je voudrais te dire que mon compte NY AÏNA n'est pas encore changé.

Je serai contente de pouvoir acheter des médicaments pour enfant qui nous manque beaucoup. Merci.

Odiane et moi, nous avons commencé notre journée par recevoir un malade qui est sorti de l'hôpital, car la famille n'arrivait pas à payer le frais de l'hospitalisation. Nous continuons le traitement du médecin, tout au moins, il n'y a pas de chambre à payer ici. Le malade et la famille sont rassurés !

Autrement, je vais bien.

Odiane et moi nous sommes très contentes d'avoir pu acheter des médicaments et accueillir les malades tous les jours.

Comme ce jeune homme Fabrice que nous avons pris en charge depuis quelques années et qui vient nous voir quand son moignon s'infecte.

En ce moment, nous entrons en hiver. Il fait 17° le matin et 23° la journée. Nous soignons la grippe, le paludisme en zone endémique, des affections respiratoires et des troubles digestifs, Infections cutanées...

Autrement nous exécutons les ordonnances médicales telles que les injections intraveineuses et intramusculaires, et nous referons au CHU les suspicions de tuberculose pulmonaire ou non et les autres maladies qui dépassent nos compétences.» Comme les années passées, nous avons pris en charge le fonctionnement du centre pour 4200 €.

Les Enfants de Madagascar :

Après le décès de Jean-Michel Bourrel, responsable de l'association le conseil d'administration a décidé de continuer les engagements et de ce fait, un petit groupe s'est rendu à Madagascar l'automne dernier. Le CA nous a donc présenté un nouveau projet toujours lié aux écoles et à l'éducation. Nous avons décidé à l'unanimité de le soutenir en finançant le gros œuvre pour la somme de 6600 € en leur laissant la charge du mobilier. En voici la description : « L'école primaire publique (EPP) d'Ampahadiminy est située dans la commune rurale d'Antanimandry, qui compte environ 22 500 habitants. Elle relève de la circonscription scolaire (CISCO) d'Antsirabé II, district d'Antsirabé II, région du Vakinankaratra.

L'école est implantée sur une colline, dans une zone enclavée. L'EPP Ampahadiminy fait face à un sérieux problème de capacité d'accueil. En raison du manque de salles de classe et de mobilier scolaire, la direction de l'école est contrainte de limiter le nombre d'inscriptions à chaque rentrée scolaire. Malgré ces difficultés, les élèves s'adaptent avec les moyens disponibles, souvent insuffisants.

Pour les enfants qui ne peuvent pas être accueillis dans cet EPP, l'établissement scolaire le plus proche se trouve à environ 7 kilomètres, un trajet qui nécessite en outre la traversée d'une rivière, rendant l'accès difficile et parfois dangereux, en particulier pour les jeunes enfants. Par ailleurs, il s'agit d'un établissement privé et certains parents n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarisation, ce qui prive les enfants de tout accès à l'éducation.

Chaque année, face à cette insuffisance de capacité d'accueil, les parents d'élèves, en collaboration avec la commune rurale d'Antanimandry, sollicitent l'appui de l'association pour la construction d'un nouveau bâtiment scolaire. Cette infrastructure permettrait de résoudre durablement le problème de surpopulation et d'améliorer significativement les conditions d'apprentissage des élèves.

Les habitants du village, ainsi que l'ensemble des parents d'élèves, se sont engagés à participer activement au projet. Ils sont prêts à fournir du sable de rivière, afin de contribuer concrètement à la réalisation des travaux.

Au regard de ces éléments, la construction d'un nouveau bâtiment scolaire à l'EPP d'Ampahadiminy apparaît comme une nécessité urgente pour garantir l'accès à l'éducation, améliorer les conditions d'enseignement et répondre aux besoins croissants de la population scolaire de la commune d'Antanimandry.»

INDE

Vanasthalee :

On a à déplorer le décès d'Aparna Sable, cheville ouvrière de l'association, responsable du centre de Baramati et de la bibliothèque mobile depuis des années. Elle s'est occupée de la formation des enseignants. Le centre va continuer malgré tout et va reprendre ses activités après la période des vacances d'été.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

Les manifestations passées :

8 mars 2026 : *Voyager autrement*, Beaumont-lès-Valence, 658 €

14 mars 2026 : AG de PSF, Chabeuil, 1625 €

27 mars 2026 : Bol de riz, Saint-Martin-la-Plaine, 802 €

18-19 avril 2026 : marché de printemps, Chabeuil, 5157 €

30 mai 2026 : vente de tissu, Mornant, 386 €

Les manifestations à venir :

8 nov. 2026, 17 h : concert de la chorale de Soyons, temple de Châteaudouble

14 nov. 2026, 20 h 30 : théâtre, salle des fêtes de Soyons

Les finances :

La situation financière au 30 juin 2026 n'est pas des plus fameuses. En effet, le résultat est de moins 35 000 € contre moins 30 000 € en 2025. Ceci est dû d'une part, à un financement plus important de projets : 57 000 € contre 46 000 € en 2025, à une baisse sensible des dons 9000 € contre 11 600 € en 2025, compensée toutefois par un apport exceptionnel de l'association Ayllu de 8000 €. Les autres postes se maintiennent, même si nous constatons aussi une petite baisse des ventes diverses, conséquence de l'absence du marché aux fleurs de Mornant, non compensé par la vente de tissus. Toutefois les charges associées à ce type de ventes baissent considérablement. Espérons que la fin de l'année sera meilleure.

SOUTENIR LES ACTIONS DE PSF

C'est **participer** à une aventure humaine de **45 ans** de solidarité active, efficace et concrète.

C'est **faire un don**, la totalité des dons reçus va au financement des projets. Ils sont fiscalement déductibles. C'est possible en ligne aux adresses suivantes :

http://www.partage-sans-frontieres.org/partage_sans_frontieres_don_en_ligne.html

<https://www.helloasso.com/associations/partage-sans-frontieres>

Vous pouvez même établir un **prélèvement mensuel**.

C'est nous **acheter des produits** issus du commerce équitable : café, confitures, chocolat...

C'est s'engager à **tenir un stand**, à organiser une **soirée de rencontre**, à participer au **conseil d'administration**...

C'est **parler de Partage sans Frontières** à vos voisins, vos connaissances.

C'est nous **soutenir sur les différents réseaux sociaux**.

Nous comptons sur vous, notre avenir en dépend !

IBAN : FR16 2004 1010 0701 4350 8K03 857

BIC : PSSTFRPLYON

